

CONVENTIONS COLLECTIVES

Convention collective

**IDCC : 2266. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Mayenne)

(11 janvier 1993)

(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)

(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,

Journal officiel du 23 juin 2004)

ACCORD DU 30 AVRIL 2015

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES

GARANTIES POUR L'ANNÉE 2015

NOR : ASET1550598M

IDCC : 2266

Entre :

L'UIMM de la Mayenne,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC métallurgie ;

La CFDT métaux,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

A compter du 1^{er} juillet 2015 pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A.16) et aux indemnités de panier et de casse-croûte (art. A.20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à 4,77 € (base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures).

Article 2

Rémunérations minimales annuelles garanties

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A.14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne, sont fixées à compter de l'année 2015 selon le barème suivant.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	17 495
	2	145	17 500
	3	155	17 505
II	1	170	17 560
	2	180	17 581
	3	190	17 633
III	1	215	17 823
	2	225	17 879
	3	240	18 029
IV	1	255	19 094
	2	270	19 722
	3	285	20 335
V	1	305	21 409
	2	335	23 610
	3	365	26 325
	4	395	28 718

Article 3

Publicité

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 2231-1 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Laval, le 30 avril 2015.

(Suivent les signatures.)